

## La logistique amont du cacao et son incidence sur l'informalité et la durabilité de cette filière agricole dans le Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)

*Kanaté Mohamed, Enseignant-Chercheur*

Géographie des Mers, Exploitation des Océans et Echanges Commerciaux,  
Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

*Assi Kopeh Jean-Louis, Enseignant-Chercheur*

Géographie rurale et économique,  
Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

*Silué Kounamigan, Enseignant-Chercheur*

Géographie des Mers et Exploitation des Océans, prospective économie  
maritime et portuaire, Université de San-Pedro, Côte d'Ivoire

Doi: 10.19044/esipreprint.4.2025.p373

Approved: 13 April 2025

Posted: 15 April 2025

Copyright 2025 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Kanaté M., Assi K.J.L. & Silué K. (2025). *La logistique amont du cacao et son incidence sur l'informalité et la durabilité de cette filière agricole dans le Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)*. ESI Preprints. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.4.2025.p373>

### Résumé

La Côte d'Ivoire est première productrice et la plus grande transformatrice de cacao au monde. La région du haut-Sassandra en est sa deuxième zone de production. Cependant, les grands paradigmes industriels tels que le cluster qui est un regroupement géographique d'industries complémentaires, ne se constate pas dans ce pays. En effet, cette région grande productrice de cacao, n'enregistre aucune usine de transformation. Elle est seulement une zone d'approvisionnement où est appliquée la logistique amont. Cela traduit une cassure dans la chaîne des valeurs de la filière cacao où la logistique amont, la logistique de production et la logistique de distribution, sont géographiquement séparées. Ceci pourrait engendrer un problème de coordination du triptyque « *besoin/approvisionnement/production* ». L'objectif de cette étude est d'analyser la logistique amont du Cacao dans le Haut-Sassandra. Pour ce faire, la méthodologie appliquée s'appuie sur une enquête de terrain menée

auprès des acteurs des secteurs concernés en plus d'une étude documentaire. Essentiellement, un questionnaire a été administré aux acteurs de terrain que sont les agriculteurs, les magasiniers et les pisteurs. Puis, des entretiens directifs ont été menés auprès des responsables d'entrepôts de stockages et d'achats de produits, des responsables syndicaux agricoles et du Conseil Café-Cacao. Il ressort de cette démarche que l'approvisionnement du cacao est externalisé par les firmes pivots ; leurs stratégies acquiescentes aboutissent à la durabilité et à la formalisation progressive de la filière. En outre, l'acheminement, le stockage et la manutention des fèves restent précaires.

---

**Mots clés :** Haut-Sassandra, Logistique amont, cacao durable, certification, informel

---

## **Upstream cocoa logistics and its impact on the informality and sustainability of this agricultural sector in Haut-Sassandra (Ivory Coast)**

*Kanaté Mohamed, Enseignant-Chercheur*

Géographie des Mers, Exploitation des Océans et Echanges Commerciaux,  
Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

*Assi Kopeh Jean-Louis, Enseignant-Chercheur*

Géographie rurale et économique,  
Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

*Silué Kounamigan, Enseignant-Chercheur*

Géographie des Mers et Exploitation des Océans, prospective économie maritime et portuaire, Université de San-Pedro, Côte d'Ivoire

---

### **Abstract**

Ivory Coast is the leading producer and largest processor of cocoa in the world. The Haut-Sassandra region is its second production area. However, major industrial paradigms such as the cluster, which is a geographical grouping of complementary industries, are not found in this country. In fact, this major cocoa producing region does not have any processing factories. It is only a supply zone where upstream logistics is applied. This reflects a break in the value chain of the cocoa sector where upstream logistic, production logistic and distribution logistic are geographically separated. This could create a problem coordinating the "need/supply/production" triptych. The objective of this study is to analyze the upstream logistics of cocoa in Haut-Sassandra. To do this, the methodology applied is based on a field survey carried out among

stakeholders in the sectors concerned in addition to a documentary study. Essentially, a questionnaire was administered to field stakeholders such as farmers, storekeepers and trackers. Then, directive interviews were conducted with managers of storage warehouses and product purchases, agricultural union leaders and the Coffee-Cocoa Council. It appears from this approach that the supply of cocoa is outsourced by the pivotal companies; their acquisitive strategies lead to sustainability and the progressive formalization of the sector. In addition, the transportation, storage and handling of beans remain precarious.

---

**Keywords:** Haut-Sassandra, Upstream logistics, sustainable cocoa, certification, informal

## Introduction

Située en Afrique de l'ouest aux coordonnées 4 ° 30' et 10 ° 30' de latitude Nord dans un milieu intertropical, la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur de cacao au monde avec une production estimée à plus de 2 millions de tonnes (BCEAO, 2014). Le mérite de cette place repose sur une option économique essentiellement basée sur l'agriculture avec de grands atouts naturels et humains. La culture du cacao y représente entre 15% et 20% du PIB et elle emploie près de 600 000 planteurs et fait vivre près du quart de la population, soit environ 6 millions de personnes, selon le Conseil du Café-Cacao (CCC) et représentent près de 40% des recettes d'exportation du pays (Gboko, 2019). La culture cacaoyère en Côte d'Ivoire est héritée de la colonisation car elle a été introduite pour la première fois en 1888 par les Français Arthur Verdier et Amédée De Brétignières à Aboisso, au Sud-Est de la Côte d'Ivoire avant d'atteindre le Sud-ouest dans la période coloniale (Tano, 2008). D'Aboisso, ce produit s'est rependu dans d'autres régions du pays avec de fortes zones de prédominance appelées *boucles du cacao*. La boucle du cacao s'est déplacée géographiquement dans le temps et la région du Haut-Sassandra a eu son heure de gloire en étant la deuxième zone de production cacaoyère du pays (MINAGI, 2010 ; Koffie-Bikpo et Kra, 2013). Considérant le paradigme de clustering, cette région devrait abriter des entreprises connexes à cette production cacaoyère pour une optimisation des coûts de production, une juxtaposition des maillons de la chaîne cacaoyère, pour asseoir un potentiel de R&D, pour former un véritable district industriel (Porter, 2000 ; Chalaye et Massard, 2009 ; Kanaté, 2020). Pourtant, cette grande région productrice de cacao, ne comporte pas d'entreprises de transformation qui se trouvent essentiellement à San-Pedro et à Abidjan ou en occident. On note aussi un défaut cognitif observé chez les populations productrices sur les bonnes pratiques agricoles affectant la qualité et la quantité des produits livrés. Ceci constitue un mal environnemental et

écologique occasionné par la faiblesse des instruments et moyens de contrôle des institutions étatiques (Gomgnimbou et *al.*, 2010). Face à cette faible représentativité des structures étatiques, subsistent des standards privés pouvant améliorer les performances du développement durable en termes de pratiques environnementales et sociales. Ceux-ci sont impulsés par des structures internationales dont la première certification fut introduite par les exportateurs de fèves de cacao Cargill, ADM et Saco sous les auspices de Rain Forest Alliance et UTZ Certified pour la campagne 2005/2006. Du planteur aux firmes transformatrices, le processus d'acquisition paraît donc long tant au niveau géographique que procédural. Aussi, le changement brutal de paramètres économiques, cognitifs et technologiques, qui se trouvent dans la zone de production, fortement sous-développée, à la zone de transformation qui est hautement développée, affiche une cassure méthodologique dans le processus d'acquisition. Ce processus qui consiste à mettre à disposition la matière première au pied de l'industrie pour la transformation s'appelle la logistique amont. Appelée également logistique d'approvisionnement, elle est définie selon l'Association française pour la logistique (ASLOG) comme l'ensemble des activités qui ont pour objet de mettre à disposition de l'entreprise dans les délais souhaités et aux meilleurs prix des inputs à savoir ; les matières premières, produits semi-finis, fournitures diverses et équipements. Elle recouvre donc l'approvisionnement, l'acheminement externe et interne vers les services de production concernés et le stockage des intrants qui sont ici les fèves de cacao et leurs dérivés semi-finis tout en respectant des conditions de quantités, de coût et de délais. Elle est un pan important de la chaîne logistique globale appréhendée comme un ensemble d'entreprises interdépendantes se coordonnant dans la réalisation des activités d'approvisionnements, de production et de distribution. C'est donc un maillon très important de cette chaîne logistique qui doit être pensée de façon systémique et doit permettre de regrouper dans un même objectif de réussite et de rentabilité de l'industrie cacaoyère tous les services autour de la fonction logistique. Alors, cette variabilité aspectuelle dans l'environnement géographique, socio-économique et opérationnel entre trois pans d'un même système logistique (logistique amont, logistique de production et logistique de distribution) oppose deux sous-systèmes : l'espace de transformation et de commercialisation, principalement en zone occidentale avec ses attributs de développement de pratique Eco-citoyenne, de technologie et d'expérience et la zone de production agricole empreinte au sous-développement. Ce constat est aggravé par la libéralisation qui a entraîné un changement radical du mode d'organisation de la filière cacao en Côte d'Ivoire en entraînant la disparition des ventes à termes et une perte de la valeur prix payés aux producteurs de 50 % (Bonjean et Chambas, 2001). Il se pose alors le

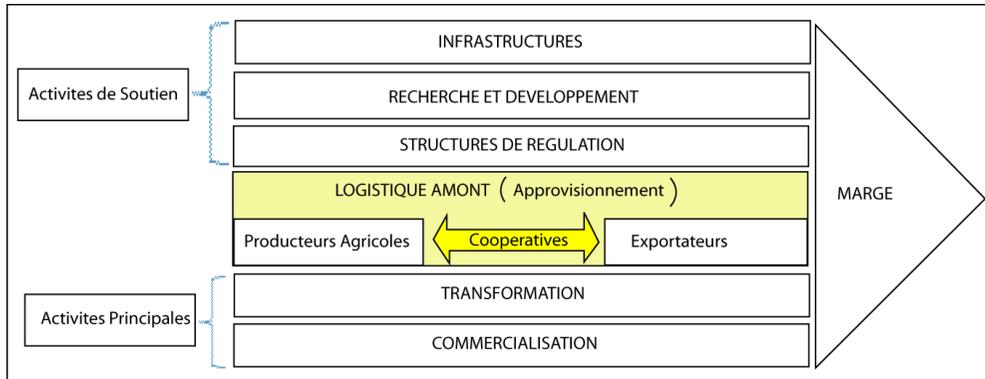
problème de la coordination entre les opérations de la logistique d'approvisionnement au regard des réalités et des besoins exprimés par la logistique de production. De ce fait cette étude propose d'analyser la logistique amont du cacao en s'appuyant sur une étude de cas dans la région du Haut-Sassandra.

### **Méthodologie**

Cette étude segmentaire de la logistique cacaoyère est conduite dans la deuxième zone productrice de cacao en Côte d'Ivoire. Pour prétendre généraliser ses résultats à l'ensemble des zones de production de cacao obéissant aux mêmes caractéristiques zonales, divers paradigmes ont été convoqués notamment une approche par la chaîne de valeur. Aussi, une technique de collecte des données appropriées a été adoptée pour rendre les résultats représentatifs et opposables à de telles spécificités zonales, anthropiques et techniques.

### **Cadre conceptuel d'analyse : La chaîne des Valeurs**

Pour mieux appliquer le concept de la chaîne des valeurs, nous appréhendons toute l'industrie cacaoyère comme une filière qui est une succession d'opérations techniques théoriquement représentées par l'ensemble du système de production, de transformation et de commercialisation du cacao, de la matière première aux produits finis. L'objectif de la filière est la commercialisation et qui comporte une ou des chaîne (s) de valeur à objectif plus noble qui est la satisfaction du client final. La chaîne De Valeur (CDV) ou value-chain introduite dans les années 1980 par Michael Porter est intimement liée à l'analyse des avantages compétitifs des différents maillons de la chaîne de production des entreprises en s'appuyant sur la décomposition des étapes de production de celles-ci. Alors, la production et l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation de cacao ne doivent pas être étudiés en vase clos, ils doivent tenir compte de tous les acteurs de la filière cacao qui doivent afficher une harmonie ou une coordination parfaite des opérations et des avantages d'amont en aval. Ainsi, cette approche permet de montrer comment la quête de la satisfaction du client final peut impacter la production et la logistique amont du cacao. Elle tient compte de l'environnement international (firmes de chocolatier, produits de beauté et pharmaceutiques...) en plus des broyeurs et torréfacteurs au plan national. La CDV explique et décrit donc l'approvisionnement du cacao dans le haut-Sassandra en analysant les différentes interactions entre les maillons de la filière (figure 1).



Source : Porter, 1980

Conception : Kanate, 2024

**Figure 1 :** Chaîne De Valeurs adaptée à la Logistique Amont du Cacao dans le Haut Sassandra

Pour aboutir à une marge finale satisfaisante la logistique amont qui vise principalement l’approvisionnement des structures de transformation et indirectement de commercialisation, doit tenir compte de divers autres aspects regroupés sous le vocable d’activités de soutien. Il s’agit notamment des infrastructures présentes pour son bon déroulement, des structures de recherches pour l’amélioration de la quantité et la qualité de la matière première, et des structures de régulation pour assainir le secteur.

### Méthode de collecte de données

Cette étude commence par une consultation de documents sur la filière cacao, des rapports d’activité ordonnancés par des organisations internationales ou structures de Recherche sur l’agriculture, le commerce et le développement durable tels que ICCO (Organisation internationale du cacao), CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement), CNUCED (Conférence Des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement)... Ces documents ont permis d’examiner les questions relatives à l’organisation mondiale des acteurs de la filière cacao ainsi que la répartition géographique des acteurs selon leurs spécificités anthropiques. Des articles scientifiques des mémoires et Thèses sur le cacao spécifiquement en Côte d’Ivoire ont été consultés et ont livré des informations sur les spécificités locales de la cacao-culture et approvisionnement. Des documents généraux sur la logistique ont permis de comprendre le fonctionnement de ce domaine et ses paradigmes.

En plus une enquête de terrain a été menée pour analyser les contingences et réalités de la logistique amont dans le Haut-Sassandra. Pour cela, un entretien semi-directif a été fait avec deux (02) responsables de structures d’achats coopératives à Daloa qui nous ont fournis des informations sur la chaîne des intervenants de la logistique cacaoyère dans le

Haut-Sassandra et les différentes imbrications entre eux. Ces agents responsables ont fourni des informations sur le cadre règlementaire de la logistique amont, les différentes cotations du fret et les difficultés opérationnelles liées à ce secteur d'activité. Des focus groups ont été effectués avec des membres de coopératives et syndicats de producteurs que sont : le Syndicat National Agricole pour le Progrès en Côte d'Ivoire (SyNAPCI) qui comporte plusieurs coopératives en son sein et la Société Coopérative des Producteurs Agricoles Nantaba du Haut-Sassandra (SoCooPrANHS). La stratégie était de pouvoir regrouper dans une même tribune, les délégués pour tirer le maximum d'informations et les confronter entre elles. Les acteurs opérationnels de l'approvisionnement et de la production de cacao (Pisteur, Producteur et magasiniers) ont été consulté in-situ. Un échantillonnage par choix raisonné a été effectué en fonction de l'intensité de l'activité dans les différentes zones considérées. Ce qui a permis d'interroger 6 pisteurs et 12 producteurs qui ont donné des informations sur l'applicabilité des prix ; 4 représentants qui se sont prononcé sur le niveau d'acceptation des standards nouveaux et leurs pratiques effectifs ; soit au total 22 agents. Ceci nous a permis de comprendre les conditions pratiques de travail du personnel roulant et des manutentionnaires, des délégués d'achat notamment par l'observation directe des scènes de chargement, déchargement, transport et d'entreposage de cacao.

### **Zone d'étude**

La zone d'étude est la région du Haut-Sassandra où nous avons choisi 6 localités d'enquête en plus de la ville de Daloa qui est le chef lieux de région, par un choix raisonné en fonction de quatre critères que sont leur caractère rurale ou urbain, leur taille et leur niveau d'accessibilité. Dans ces localités, l'observation directe sur les opérations d'achat, de transport et de manutention a été plus poussée ainsi qu'à Daloa ville où se trouve les sièges des coopératives et syndicats enquêtés :

Sur l'axe Daloa-Issia (la nationale A5), la ville de Boguédia de taille relativement grande car est une commune rurale et le village de Golikro de petite taille.

Sur l'axe Daloa-Bouaflé (nationale A6) nous avons choisi la ville de Gonaté et le village de Zépréguhé.

Ces villes et villages situés sur ces deux axes sont très accessibles car l'état des routes est asphalté. Par contre, des localités de petite taille qui se situent hors des voies nationales et sont accessibles par piste ont été visités aussi. Il s'agit de Ketro-Bassam, Brakaguhé et de Lagozoan. Ces différents niveaux d'accessibilité et tailles des localités enquêtées permet de vérifier le

respect des prix indicatifs et aussi les efforts et réalités d'acquisition et d'acheminement des produits (Figures 2).

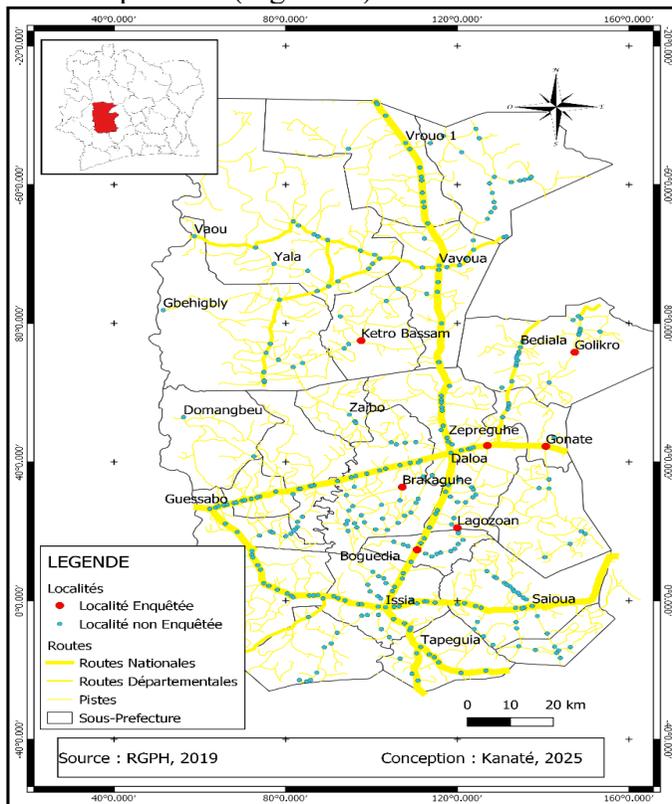


Figure n°2 : Délimitation des zones d'étude

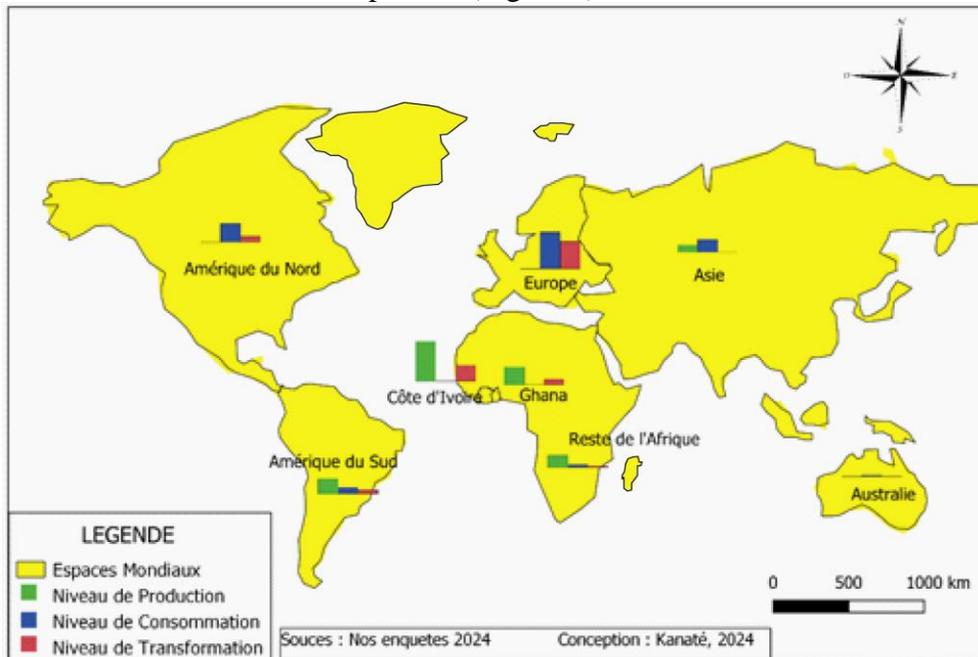
## Résultats

La logistique cacaoyère se présente comme trame opérationnelle qui comporte plusieurs segments en interaction avec divers acteurs et services. Plusieurs secteurs s'y trouvent imbriqués à savoir celui des producteurs, des transporteurs, des acheteurs, des transformateurs et commerçants. Les segments logistiques sont longs et s'étalent du bord-champs dans les pays du sud aux pays occidentaux qui en sont les principaux transformateurs et consommateurs. Tous ces secteurs d'activité qui tournent autour de la production, transports traitement, transformation et distribution de produits dérivés du cacao constituent des chaînes de valeurs de cette filière. Et la logistique amont est composée de la production, du transport et de fourniture.

### La logistique globale du cacao, un circuit long et segmenté

La logistique globale du cacao encore appelée Supply Chain cacaoyère est un circuit long comportant plusieurs segments. Elle admet une

cassure entre les zones de production de la matière première, zones de transformation et zones de consommation des produits finis. Les zones de production se trouvent essentiellement dans la zone intertropicale et les zones de transformation et consommation en dehors. Les grands pays producteurs sont par ordre d'importance la Côte d'Ivoire (2130 tonnes), le Ghana (802 tonnes) et le reste des pays africains producteurs avec 667 tonnes enfin l'Indonésie et le reste de l'Asie avec 277 tonnes (200+77). Le continent sud-américain produit 849 tonnes dont 328 tonnes pour l'équateur et 190 tonnes pour le Brésil. Les zones de consommations sont d'abord l'Europe avec 1922 tonnes, l'Amérique avec 1164 tonnes dont 816 tonnes pour les États-Unis et 348 tonnes pour le reste du continent américain. L'Asie en consomme 696 tonnes et l'Australie n'en consomme que 83 tonnes. Ces résultats tirés de ICCO (2020) montrent la faible part des pays producteurs dans la consommation de ce produit (Figure 2).



**Figure 2 :** Cartographie des zones de production, de transformation et de consommation de Cacao à travers le monde

Cette répartition spécialisée des activités liées au cacao en fonction de la géographie, a une incidence sur la chaîne des valeurs et mêmes sur les revenus des différents acteurs selon leurs différents niveaux d'intervention. Ainsi, plus de cinq millions de producteurs ne détiennent que 6,6 % des rentes générés par l'industrie cacaoyère. Au niveau de la transformation, les broyeurs et les chocolatiers détiennent respectivement 7,6 % des rentes et une part financière de 35,2%. Les vendeurs en détail des produits finaux

recèlent de 44,2% et 2,1 % sont destinés aux impôts. Les différents segments de la logistique cacaoyère en plus de la production du cacao sont donc : la collecte du cacao, l'exportation, la transformation, et la distribution des produits finaux. La région de Haut-Sassandra n'est représentée que dans la phase de collecte du cacao. La Côte d'Ivoire est la première transformatrice mondiale avec un traitement de 40% de sa production (soit environ 870 000 tonnes). Dans la région du Haut-Sassandra, on n'enregistre que la présence de UNICAO (Union Ivoirienne de traitement de Cacao) en terme de firme, comme son nom l'indique celle-ci ne s'adonne pas à une transformation significative du cacao. En outre, plus d'une dizaine de coopératives et d'acheteurs agréés sont impliqués dans le segment de l'approvisionnement dans le Haut-Sassandra, il s'agit par exemple de CEDA (Société Coopérative Agricole Energie du département de Daloa), SOCEADAHS (Société Coopérative des Exploitants Agricoles Des Antilopes du Haut Sassandra), SOCOEXPAHS (Société Coopérative des Exploitants Agricoles du Haut-Sassandra)... En gros l'industrie cacaoyère implantée dans le Haut-Sassandra ne concerne que l'approvisionnement.

### **Une externalisation de l'approvisionnement par les firmes pivots**

La région du Haut-Sassandra est spécialisée en approvisionnement dans la logistique cacaoyère. En effet, la grande distance géographique entre producteurs et transformateurs et le changement complet de cœur de métier dans les différents segments jusqu'à la commercialisation des produits finaux impliquent une autonomisation de chacun de ces pans. Alors, la filière s'étend du secteur primaire au secteur tertiaire en passant par le secondaire. Il y a donc une séparation tacite des segments logistiques qui s'accompagne aussi d'une politique stratégique de limitation des risques et des coûts en procédant à l'externalisation de certains services par les firmes pivots. Cette pratique d'externalisation a pour conséquence la création de réseaux de partenaires, dont l'articulation est la matérialité de la Supply Chain (chaîne logistique globale) composée d'un panel fournisseurs et sous-traitants. Dans le Haut-Sassandra c'est une externalisation non suivie qui y donne un statut particulier à la logistique amont. Ainsi, les cocontractants internationaux des acheteurs locaux dans le Haut-Sassandra sont : ZAMACOM, SACO, CARGILL, OLAM, SIPEM, AFRICASUSIM, TRANSCAO, CABF KINEDEN, SOCANADA... Ceux-ci implantés à Abidjan et San-Pedro, sont les intermédiaires entre les grands transformateurs et les collecteurs ou acheteurs de produits. Ces derniers ne se rejouissent de cette situation car ils estiment qu'ils perdent certains avantages notamment pécuniaires par cette situation. Monsieur Azono responsable de SoCooPrANHS fustige :

*« ... la chaîne est trop long, je pense que si nous étions en contact direct avec notre chocolatier qui est Mas, cela allait*

*nous arranger mieux que d'être lié à notre exportateur local ZAMACOM implanté à Abidjan... ».*

Cette cassure dans la chaîne logistique cacaoyère du haut-Sassandra lui donne un statut particulier.

### **Un statut particulier de la logistique cacaoyère dans le Haut-Sassandra : la logistique 'pré-amont'**

Le cacao ivoirien sous forme de matière première ou produit semi-fini, est majoritairement destiné à l'exportation dans les pays occidentaux. Même si la Côte d'Ivoire est la plus grande transformatrice de cacao au monde, cette transformation reste quantitative et primaire car il s'agit essentiellement de broyage, de fermentation et de torréfaction dont la plus-value est relativement faible. Elle met à disposition majoritairement des produits semi-finis. Les transformations les plus significatives en termes de produits finis et de consommation populaire avec une forte plus-value se déroulent en occident. Ainsi, on note un changement radical des acteurs dans les circuits de l'acquisition des produits dans le bord-champs à sa transformation définitive en produits finaux. Ces produits finaux diffèrent aussi selon les opérateurs : chocolaterie, cosmétique, beurres et produits médicaux. Les acheteurs de produits impliqués dans cette logistique préalable achètent les fèves de cacao aux planteurs et revendent les mêmes fèves à des entreprises du négoce sans la moindre transformation si ce n'est le stockage. Seulement 14% de la production nationale fut transformé sur la période 2017-2019 soit 1 951 000 tonnes. Cette petite transformation qui consiste essentiellement qu'au broyage et à la torréfaction, ne se fait pas de manière locale mais dans la capitale Abidjanaise. C'est seulement à l'orée des années 2019 que le taux de transformation interne de cacao en Côte d'Ivoire atteint les 21,6% de sa production, soit 482 737 tonnes sur 2 235 626 avec une vingtaine d'entreprises dont les plus importantes sont SACO (Société Africaine de Cacao) qui est une filiale de Barry Callebaut, Cargill Cocoa SARL, CEMOI, OLAM.... Ce sont des entreprises de droit étranger, la seule entreprise à capital ivoirien se trouvant dans la haute transformation est TAFI. Ces vingtaines d'entreprises situées essentiellement à Abidjan et à San-Pedro ont un fonctionnement à l'écart des entreprises acquéreuses de cacao dans le Haut-Sassandra. Ce qui n'implique pas de leur part la gestion optimale de l'équation « *besoin/approvisionnement/production* » qui est pourtant une mission essentielle de la logistique amont. Ces acheteurs de produits dans le Haut-Sassandra ne font que mettre à disposition la quantité de fèves disponible sans toutefois tenir compte des besoins exprimés ou même de politique stratégique de calibrage des quantités offertes, alors parlons-nous de

logistique pré-amont : Cette logistique pré-amont n'apporte aucune valeur ajoutée significative au cacao, des fèves sont acquises, transportées et stockées puis sont vendues. L'impact de l'industrie cacaoyère n'est donc pas efficacement répercuté sur la région.

### **La chaîne des intervenants de la logistique amont dans le Haut-Sassandra**

La chaîne des intervenants de la logistique amont comporte beaucoup de maillons dont les uns sont aussi importants que les autres. Ils entretiennent entre eux des flux matériels, informationnels, économiques et financiers. A la base, les fournisseurs que sont les agriculteurs excellent dans un environnement informel mêmes s'ils sont répertoriés depuis 2023 à travers la carte du paysan qui permet de tracer leurs différentes récoltes. Ils sont liés aux acheteurs de tous genres qui sont tantôt formel tantôt informel.

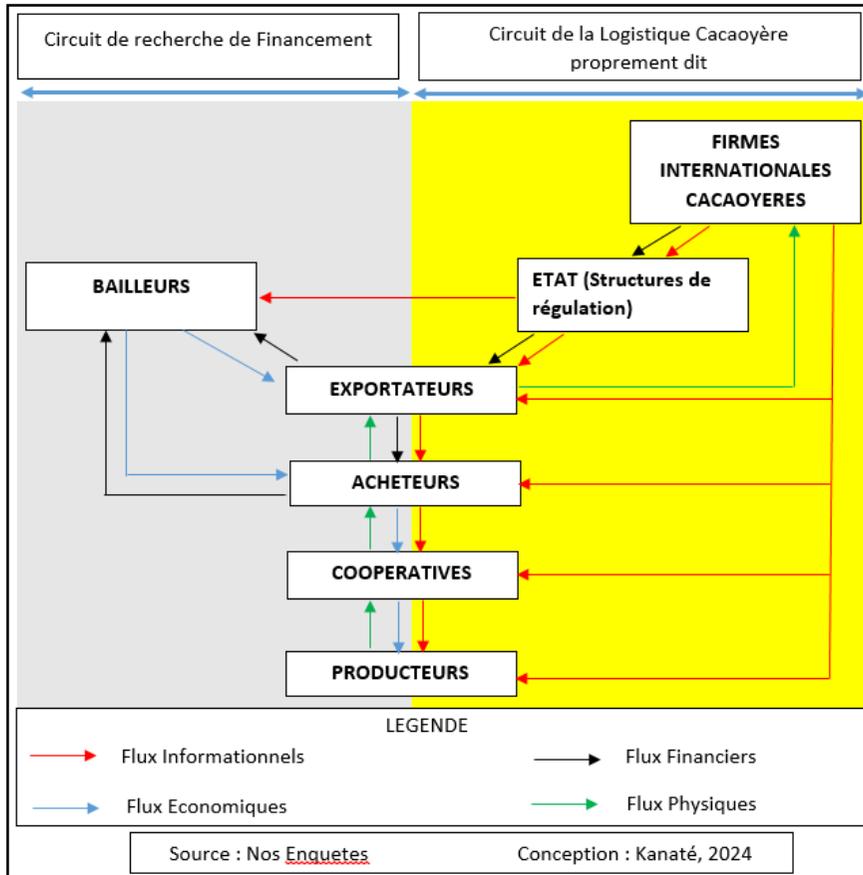
### **Un flux matériel séquentiel entretenu par divers acteurs**

Depuis le planteur jusqu'au chocolatier et autres transformateurs, des acteurs clés par un jeu de représentations effectuent des tâches précises pour le bon fonctionnement de la filière cacaoyère au regard des normes modernes et de durabilité. Les rétributions des tâches sont diverses et elles sont faites règlementairement par des quotas ou pourcentages dans ou hors les prix imposées. Les chocolatiers généralement implantés en Europe sont en contact direct avec les exportateurs qui sont les véritables acteurs de la logistique amont pour eux. Les exportateurs quant à eux sont en contacts avec les coopératives et les acheteurs agréés qui exécutent ce que nous avons appelé logistique pré-amont car ils ne mettent pas à disposition la matière première aux pieds de l'usine du transformateur. Ces derniers (coopératives et acheteurs agréés) sont les acteurs clés de la logistique cacaoyère dans le Haut-Sassandra. Ils sont liés aux planteurs par les délégués qui sont choisis par eux même avec l'accord des producteurs pour l'acquisition des produits au bord champs ou même par l'un des deux groupes sous la base de la crédibilité et de la bonne fois. La raison d'être de ces délégués s'explique par l'éloignement de certains sites d'approvisionnement, ils sont financés et assistés par les coopératives pour qui ils recrutent du fret. Une fois la marchandise acquise, ils informent leurs coopératives mandataires qui leurs envoient des camions de ramassages de différents gabarits en fonction de la quantité acquise. Ils sont en fait des groupeurs dans le bord champ mandatés par les coopératives et acheteurs. De l'autre côté de la chaîne, ils sont liés aux exportateurs qui ont généralement leurs sièges à Abidjan et à San-Pedro. L'acheminement des marchandises vers les exportateurs se fait essentiellement à l'aide de camions remorques. Même si certains de ces exportateurs réalisent une certaine transformation telle que le broyage ou

même la chocolaterie, elles livrent au véritables transformateur que sont : NESTLE, MAS, FERORO, MONDELES ...

### **Deux grands circuits avec différents flux**

Deux grands circuits animent la logistique cacaoyère avec une imbrication de flux physiques, informationnels, financiers et économiques. Il s'agit du circuit de financement et du circuit logistique qui correspond à la chaîne des valeurs de l'industrie cacaoyère. Dans le circuit financier, Les flux sont représentés par deux différents canaux financiers dont l'un est interne et l'autre externe. Le canal externe est représenté par les bailleurs de fond qui sont hors de la filière. Ces bailleurs de fond sont des banquiers et des microfinances qui ont des conditionnalités de financement différentes en termes de montant octroyé, de la documentation requise, de délais de remboursement et de libéralité. Les microfinances offrent 100 000 000 FCFA pour 115 000 000 à rembourser sur six mois avec un délai de libéralité n'excédant pas les 15 jours lorsque la coopérative a une bonne garantie. Pendant que les banques qui sont moins offreuses donnent un temps de remboursement qui peut atteindre un an mais leurs procédures sont plus longues et la documentation exigée est plus nombreuse sachant que les campagnes sont courtes. Le canal interne est représenté par deux types d'actifs pour ces acteurs : des flux directs représentés par la quotité de la coopérative ou de l'acheteur qui est de 80 FCFA/Kg. C'est de cette somme qu'il est sensé réaliser ses Charges d'Exploitation (salaire, local, entretien et moyens généraux) et réaliser une marge bénéficiaire. Les responsables trouvent ce montant insuffisant car les charges sont énormes avec leurs efforts de formalisation des activités. Et des flux indirects qui sont représentés par des primes de durabilité du cacao qui sont payés par les chocolatiers par l'entremise des exportateurs, cette prime est de 35 FCFA/Kg pour les planteurs et coopératives certifiés. Les coopératives doivent mener des actions sociales en faveurs des communautés à raison de 30% de la prime certifiée. Aussi, une prime de transport qui est de 14 FCFA /Kg est payée par l'État aux coopératives (Figure 3).



**Figure 3 :** Circuit général de la logistique cacaoyère dans le monde

Les flux informationnel partent de grandes firmes internationales qui dictent aux États producteurs les prix mondiaux. Ils dictent aux exportateurs aux acheteurs et producteurs les exigences techniques environnementales et humaines. Dans ce cas les nouvelles donnes portant sur le cacao durable, le travail des enfants et des enfants esclaves dans les champs ont eu des échos favorables au sein des producteurs du Haut-Sassandra. L'état informe sur les prix indicatif, sensibilise au respect de ce prix indicatif et aux normes internationales et nationales de bonnes pratiques.

Les flux financiers sont des promesses de libéralité face à la mise à disposition du produit ou de l'exécution de certaines tâches telles que la pratique de la cacao-culture durable. Ces flux financiers lient les firmes, l'État, les exportateurs, les acheteurs et les bailleurs.

Les flux économiques contribuent à la libéralité effective des fonds lorsque la contrepartie est due. Ils lient les acheteurs aux producteurs qui rentrent en possession de leurs fonds dès qu'ils mettent à disposition les

fèves de cacao. Ils lient aussi les bailleurs de fond aux acheteurs qui bénéficient d'une libéralité de fonds lorsque la documentation est requise. Ces flux informationnels et financier qu'appliquent les segments logistiques de la transformation et de la commercialisation exercent un impact positif sur la production même du cacao dont les acteurs s'attachent aux bonnes pratiques pour voir leur cacao être certifié et bénéficier des primes afférentes à la certification.

### **Une la logistique amont précaire en proie une forte part d'informalité dans le Haut-Sassandra**

Les différentes opérations d'approvisionnements du cacao ne sont pas optimums dans le Haut-Sassandra. Les firmes « pivot » ou grandes firmes cacaoyères, y sont quasiment absentes du processus d'approvisionnement du cacao bord champ. Ce segment de la chaîne logistique est externalisé stratégiquement pour minimiser les risques et des coûts supplémentaires dans ses opérations. Ainsi, la politique d'approvisionnement du cacao bord champ échoie aux coopératives et autres acheteurs de produits qui adoptent des stratégies acquisitives précaires employant souvent des acteurs excellent dans l'informel. Ceci se manifeste par des opérations de transport de manutention et stockages désuètes.

### **Des opérations de transport précaires**

Le transport est un pan très important dans la logistique amont et particulièrement de celle du cacao dans le haut-Sassandra car il s'agit d'acheminer des produits sur environ 600 kilomètres du bord-champ jusqu'à Abidjan ou à San-Pedro en passant par Daloa. Les coopératives disposent rarement de leurs propres camions donc elles sous-traitent avec des entreprises de camionnage formellement constituées. Cependant, près de 80% des employés de ces compagnies de transport ne sont pas déclarés à la sécurité sociale ; ils ont une situation précaire par des salaires dérisoires et surtout le manque d'allocation. Cette précarité se manifeste aussi par le mauvais aspect technique des moyens de transport et le faible niveau d'entretiens des engins. En effet, la vétusté des engins utilisés par les acheteurs de cacao dans le Haut-Sassandra se justifie par leurs âges moyens de plus de 20 ans. L'âge élevé des véhicules et leurs pannes à répétitions réduisent fortement leurs performances, ce qui rend moins efficaces les opérations de transport des fèves. Par ailleurs, on note une maintenance fugace de ces engins car les structures d'achats de cacao dans le Haut-Sassandra ne disposent pas de régis internes de maintenance. Ce qui crée des retards dans le processus d'acheminement lorsque le camion tombe en panne de manière improvisée sur le trajet (Photo 1).

**Photo 1 : Camion chargé de cacao en panne abandonné en pleine route**

Crédit photo : Kanaté, 2024

Dans les cas de pannes graves, la remorque est abandonnée sur le lieu pendant que le tracteur est charrié dans les locaux d'un mécanicien qui lui-même travaille de manière informelle pour réparation. Cette situation expose la marchandise aux avaries dues aux intempéries et aussi à des cas de vols récurrents. La forte précarité et informalité de transport a lieu pendant que l'Etat subventionne ce transport à hauteur de 14 francs par Kilogramme en considération de la Tonne Kilométrique (TKM) accordée à la région. Ce transport subventionné se passe des magasins des coopératives aux entrepôts des exportateurs d'Abidjan et San-Pedro. En effet, les acheteurs de produits trouvent que cette subvention est insuffisante vue les charges auxquels ils doivent faire face.

### **Des opérations de manutention et de stockage non optimums**

La manutention se déroule sur tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement mais elle n'y est motorisée nulle part. Le stockage du cacao se fait dans des magasins de tailles variables selon le niveau de l'entité acquéreuse du produit ou dans le processus d'acheminement. La marchandise est mise en sac lorsqu'elle est prête pour le transport mais elle est entassée à même le sol quand les opérations de séchage ne sont pas complètement achevées. Les acteurs impliqués dans les opérations de stockage n'ont aucune formation spécialisée en gestion des entrepôts ou de magasins. Ils ont appris sur le tas et la seule qualité requise pour exercer ce métier est la force musculaire. Ils excellent dans le secteur informel et n'ont aucune sécurité sociale surtout pour les débardeurs. Certes, aucune accusation de pertes de qualité de la marchandise n'a été signalée mais un respect des consignes de stockage devrait être un sacerdoce en la matière.

### **Analyse stratégique de la logistique amont dans le Haut-Sassandra**

Les acheteurs de produits qui sont les principaux animateurs de la logistique amont du cacao, sont intermédiaires entre les producteurs agricoles et les exportateurs. Leur marge est de 80 FCFA au Kilogramme, somme qu'ils trouvent insuffisante comme l'atteste Monsieur Azono responsable de SoCooPrANHS :

*« Les 80 FCFA sont petits pour nous car plusieurs acteurs ont leurs parts dedans, du ramassage, magasinage, évacuation jusqu'à Abidjan, les coksaire et les délégués, impôts, CNPS et les salaires, maintenance des engins, carburant... ».*

Alors pour faire face à ce lourd cahier de charge et réaliser des profits, les acheteurs de produits réalisent différentes stratégies.

### **La mise en œuvre d'un réseau de fournisseurs à travers les coopératives**

L'analyse stratégique de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra distingue les multinationales transformatrices et leurs cocontractants fournisseurs. Ceci crée deux portraits absolument différents. Un secteur de transformation industrielle reluisant, florissant, moderne et hautement formalisée face à un secteur d'approvisionnement précaire qui utilise les moyens de bords calqués sur l'environnement local en proie à une forte part d'informalité. Ainsi, les acheteurs locaux de produits ne disposent-ils pas d'une politique de fidélisation des clients par des Assurances techniques, matérielles et financières formellement programmées sur le long terme. Ils n'initient pas et ne s'engagent guère dans les programmes de recherches scientifiques qui pourraient améliorer les variétés de cacao afin de garantir ou d'accroître les stocks. Et ce, malgré la présence d'une Université avec des centres de recherche dans la région notamment l'Université Jean Lorougnon Guédé avec ses différents instituts et unités de formations. C'est donc un commerce spontané qu'ils entretiennent avec les paysans qui se limite qu'aux périodes de traite. Leur circuit d'approvisionnement est très limitatif car il ne prend pas en compte les opérations de pré-collecte. Le seul instrument fiable de fidélisation des fournisseurs est la coopérative qui se veut un regroupement géographique de planteurs dans le but de faciliter la vente de leurs produits. Dans ce même élan, on a les syndicats qui en plus des prérogatives offertes par les coopératives offrent plusieurs facteurs de regroupement comme la défense des droits des paysans et la revalorisation de leurs conditions. Mais malgré ces prétendues défenses de droits et d'intérêts proposées par ces organisations, il n'existe aucun texte de loi qui garantisse l'exclusivité de la vente de produits par un producteur à sa coopérative ou syndicat. Il existe d'autres stratégies plus subtiles comme l'assistance, les aides ou prêts accordées aux paysans lorsque ces derniers ont

des problèmes particuliers de scolarisation de leurs enfants, de santé, de funérailles ou tout autre problème spontané. Ces prêts accordés stratégiquement par les acheteurs aux producteurs se présentent comme un couteau à double tranchant qui pourrait être profitable pour l'acheteur lorsqu'il permet la fidélisation du producteur par reconnaissance, mais aussi désavantageux car il peut amener le paysan à vendre chez un autre acheteur sa production de peur que sa dette soit défalquée d'un seul coup de son avoir. Toutes ces stratégies sont précaires car elles ne garantissent pas des contrats commerciaux formels. Chaque paysan est en réalité libre de vendre son produit à qui il veut sur l'étendue du territoire national. Par ailleurs, une coopérative qui voudrait étendre ses activités dans un autre district administratif, doit y regrouper au moins une centaine de producteurs qui décident de s'affilier à la succursale qu'elle devra formaliser dans ce district. Ce jeu de représentativité dans les districts différents a un impact dual car il multiplie la demande qui force la concurrence. Cette forte concurrence des acheteurs garantit le respect des prix d'achats aux paysans mais aussi, elle entraîne des flagellations de certaines organisations d'achats de petites tailles.

### **La certifications et la notion de durabilité, des éléments fédérateurs et positifs de la chaîne des valeurs cacaoyère**

#### **Des pratiques saines pour l'amélioration de la production et la formalisation**

Le secteur agricole et particulièrement cacaoyer en Côte d'Ivoire s'est illustré par des pratiques et réalités impropres qui ont irrité consommateurs et transformateurs dont les feedbacks correcteurs tendent à rationaliser les pratiques des producteurs. En effet, sous principalement les besoins et attentes Eco-citoyennes des consommateurs (surtout occidentaux), les grands transformateurs mondiaux édictent des programmes de Responsabilité Sociale (RSE) et de durabilité concernant leurs approvisionnements. Les mécanismes de certification explicités dans des référentiels ou cahiers de charge suivent différents schémas de certification : celui des normes privées (Rainforest Alliance pour une meilleure productivité et la protection de l'environnement, Fairtrade/Max Havelaar pour le commerce équitable, Fair for life...), celui du label agriculture biologique et celui des normes régionales et internationales (ISO 34101 pour le cacao durable et traçable). Ces programmes s'attellent au renforcement des capacités des producteurs via des formations, la distribution de plants de cacaoyers et d'autres arbres, la cartographie des parcelles, ont pu régler des fléaux nébuleux tels que le travail des enfants, la déforestation tout à azimut pour la cacaoculture. Ils ont procédé aussi à l'intensification de la production et le développement de l'agroforesterie. Au plan social, l'accès au crédit, à

l'éducation et le recensement biométrique des acteurs procèdent de la formalisation progressive du secteur. La logistique de l'approvisionnement est la pièce centrale de cette nouvelle dynamique en servant de trait d'union entre les transformateurs et les producteurs. Pratiquement, elle veille à l'achat des produits au regard des normes de durabilités dument imposées par les standards internationaux. L'application de ce barème motive les cacaoculteurs à se battre pour la certification de leurs produits en appliquant effectivement les recommandations techniques, environnementales et sociales.

### **La certification, un apport incitatif de la chaîne logistique globale sur la logistique amont dans le développement local et durable**

Les gains financiers supplémentaires octroyés dans le cadre de la certification, s'obtiennent au moyen de l'application des normes de durabilité qui visent à accompagner les producteurs à adopter des pratiques idoines afin d'optimiser leurs rendements en termes de développement durable. En plus du prix normal au kilo qui est de 1500 pour la campagne 2023-2024, le planteur bénéficie d'une prime de 35 FCFA/Kilogramme (Kg) pour le cacao certifié. Mais il existe aussi des projets pilotes avec des structures privées qui octroient des primes cumulées pouvant atteindre la somme de 500 FCFA/Kg : La prime Fairtrade (pouvant atteindre 200 FCFA/ Kg), prisée par les acteurs est de plus en plus rare. Il y a aussi des primes étatiques promues par l'ANADER vu l'application de l'agroforesterie. L'application des standards de durabilité crée un avantage environnemental par la pratique de l'agroforesterie qui permet la reconstitution du couvert végétal et l'introduction des essences d'arbres qui ont été décimées non seulement par la cacaoculture mais aussi par l'exploitation forestière. Elle occasionne aussi un développement social par le respect de l'éthique car on constate une éradication progressive du phénomène des enfants esclaves dans l'agriculture cacaoyère. Le caractère incitatif ne se limite pas qu'aux producteurs agricoles mais aussi aux acheteurs et coopératives qui bénéficient de 35 FCFA/Kg. Mais des injonctions sont faites sur les primes que reçoivent ces acheteurs et coopératives : ils doivent participer au développement local par des actions sociales à raison de 30% et faire des allocations à leurs employés. Ainsi des écoles sont construites, des tables bancs offertes à des écoles, des lieux de cultes sont réhabilités et souvent même des voies sont reprofilées. C'est un comportement naissant quand des opérateurs économiques locaux s'impliquent dans le développement social des localités. Ainsi, les acteurs de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra ont une image reluisante auprès des populations locales sous l'injonction des normes opérationnelles édictées par des segments sus-jacents de la chaîne des valeurs cacaoyères.

## Discussion

Cette étude montre que la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra ne se déroule pas en vase clos même si elle est externalisée par les firmes transformatrices. Vue les caractères anthropique, économique, cognitive et technique communs aux différentes zones de production cacaoyère en Côte d'Ivoire, ces résultats sont similaires aux réalités de l'ensemble du pays. Ceci est d'autant plus appuyé qu'il existe les mêmes centres d'ordonnancement en matière de pratiques et de normes pour le pays tout entier qui est soumis aux mêmes lois étatiques et multilatérales. Ainsi, concernant le financement, il y a certes une ébauche de financement pour les structures formelles de la chaîne du cacao (exportateurs et acheteurs) mais celui-ci est faible pour les paysans eux-mêmes qui excellent encore dans l'informel. Ils ne bénéficient que de petits prêts accordés par les acheteurs. Cette pratique n'est pas nouvelle et exclusive au Haut-Sassandra car une étude réalisée en 1997/98 auprès de 336 planteurs dispersés sur l'ensemble de la zone de production montrait que 12 % des planteurs avaient contracté des crédits auprès des acheteurs (BNETD, 2000). L'appellation de logistique pré-amont dans cette étude se justifie par le fait que la première acquisition du produit est carrément détachée des tâches logistiques des grands transformateurs qui l'ont externalisé auprès des exportateurs. Ces derniers aussi l'ont externalisé auprès des acheteurs dont l'implication dans la chaîne valeur cacaoyère est importante mais hors des cœurs de métiers de ces transformations. Cette politique d'externalisation permet de minimiser les risques et les pertes pour ces dernières (Kanaté, 2020 ; Jugurta et Chabi, 2022). Elle contribue à une meilleure allocation des ressources et à des économies d'échelles en optimisant le rapport efficacité/coût tout au long de la chaîne de valeur (Gayi et Tsowou, 2016). Cependant, cette externalisation expose les producteurs fragiles aux malversations des acheteurs véreux d'une part et d'autre part les acheteurs eux-mêmes à des cas de vols et de banditisme. Aussi, elle profiterait mieux à la région du Haut-Sassandra si la politique de clustering (Chalaye et Massard, 2009) y était pratiquée par l'implantation des entreprises transformatrices. Par ailleurs, si cette étude montre l'impact positif des programmes de durabilité dans la région du Haut-Sassandra, celle de Carimentrand (2021) montre les intentions inavoués et mercantilistes de ces programmes qui visent en réalité à fidéliser les coopératives de planteurs et à lutter contre le *side-selling* (ventes parallèles) afin de sécuriser leurs approvisionnements. Mais cette intention de fidélisation n'est pas l'apanage de la certification car depuis même les politiques de libéralisation, on a eu l'émergence de contrats privés entre producteurs et exportateurs ou usiniers appelé *contract farming* (Bonjean et Chambas, 2001). En plus, les surcoûts liés à l'adoption des pratiques requises pour la certification sont pour l'instant insuffisamment compensés par les

primes de certification (Carimentrand, 2021). En effet, ces auteurs ne font qu'une évaluation pécuniaire de cette prime contrairement à l'étude-ci qui analyse en plus ses dimensions sociales et infrastructurelles. Cette approche s'appréhende par la construction et l'équipement d'école, la réhabilitation de dispensaire et le reprofilage de voies sans oublier les formations sur l'agriculture durable et ses bienfondés. Si nous somme d'accords avec eux que la prime directe mérite d'être augmentée, nous faisons remarquer en outre qu'elle a un impact positif sur le capital humain et social car elle garantit l'accès des populations rurales à des commodités : à l'école, aux soins, à l'éducation ... Celles-ci pratiquent dorénavant une économie agricole durable et responsable en changeant leur perception des problèmes sociaux et environnementaux liés à la production du cacao. C'est un apport cognitif et comportemental inestimable qui prend forme et corps dans la région du Haut-Sassandra qui fut naguère siège de déforestation d'abus de tout genre dans la cacao-culture (Timité et *al.*, 2019). Enfin, on assiste à cette philanthropie apparente des sociétés d'achat et coopératives à s'impliquer directement dans le développement local. S'agissant des conditions pratiques du travail dans la logistique amont du Haut-Sassandra notamment le stockage, le transport et la manutention, les études de Kanaté et *al.* (2022 ; 2023) confirment bien la présence d'une précarité criarde.

## Conclusion

Les conditions opérationnelles de la logistique amont du cacao dans le Haut-Sassandra restent précaires. On a des modes opérationnelles archaïques, des locaux de stockage inappropriés, des engins de transport vétustes et des infrastructures routières difficilement praticables. Les régies internes de maintenance des engins sont fugaces car externalisés de manière informelle. En plus, les acteurs sont formés sur le tas et le travail se fait majoritairement dans l'informel. C'est un tableau non reluisant de la gestion des flux qui rend ce pan primaire de la logistique non optimum. L'approche par la chaîne de valeurs a permis de ressortir l'impact positif des maillons supérieurs de la chaîne logistique globale sur la logistique d'approvisionnement du cacao, celui-ci se matérialise par les primes pour les bonnes pratiques agricoles visant le développement durable. Les segments les plus lucratifs de la logistique cacaoyère que sont la transformation et la commercialisation, sans être visibles dans le segment de l'approvisionnement, exercent un impact positif dans l'amélioration des fèves et des pratiques notamment par la politique de certification en tenant compte des avis des consommateurs. Il ressort que ces primes ne sont pas suffisantes matériellement, mais le plus gros avantage est de procéder à un changement de comportement chez les acteurs de production et d'approvisionnement qui sont plus respectueux de l'environnement, de la

condition humaine et de leurs avenir. En outre, ce mécanisme joue un rôle incubateur dans le processus de formalisation des activités de la chaîne d'approvisionnement et de production cacaoyère, même s'il est lent et invisible il arrive à pas sûrs.

**Conflit d'intérêts :** Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

**Disponibilité des données :** Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

**Déclaration de financement :** Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

### References:

1. BCEAO (2014) Etude monographique sur la filière cacao dans l'UEMOA, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Direction des Etudes et de la Recherche, 22p, <https://www.bceao.int/sites/default/files/2017> consulté le 09-01-2025
2. BNETD (2000) Dispositif de suivi-évaluation de la libéralisation des filières café-cacao, campagne de commercialisation 1999/2000, mars, novembre et juillet.
3. Bonjean, C.A. & Chambas, G. (2001) Impact du mode d'organisation des filières agro-alimentaires sur la pauvreté : La filière cacao en Côte d'Ivoire, CERDI, *Etudes et Documents*, 2001.15 51p
4. Camisullis, C. (2008) Les déterminants de la capacité d'une chaîne logistique amont, Thèse de doctorat, Université Paris Dauphine, 250p.
5. Carimentrand, A. (2021) Etat des lieux sur la déforestation importée et les schémas de certification de l'objectif zéro-déforestation dans la filière cacao. Rapport d'étude. Comité Scientifique et Technique Forêt/ CIRAD, Paris, 64p
6. Centre National de Coopération au Développement (2017) Identification projet d'appui à la police de proximité dans le Centre-Est, Burkina Faso, 21p.
7. Chalaye, S. & Massard, N. (2009) Les clusters : Diversité des pratiques et mesures de performance, *La problématique des clusters : éclairages analytiques et empiriques*, Revue d'économie industrielle, 153-176.
8. Chambre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire (2023) la filière cacao <https://www.chambragri.ci/sites/default/files/pdf/FILIERE-CACAO.pdf> consulté le 30/072024

9. Gayi, S.K. & Tsowou, K. (2016) L'industrie du cacao : intégrer les petits exploitants dans la chaîne de valeur mondiale, New York et Genève, CNUCED 53p
10. Gboko, K.C. (2019) Les dispositifs de conseil liés à la certification du cacao en Côte d'Ivoire : rôle du secteur privé, CERFRANCE, CIRAD & IRAM, 16p
11. Gomgnimbou, A.P.K., Savadogo, P.W., Nianogo, A.J. & Millogo-Rasolodimby, J. (2010) Pratiques agricoles et perceptions paysannes des impacts environnementaux de la cotonculture dans la province de la Kompienga (Burkina Faso), Sciences & Nature Vol.7 N°2 : 165-175.
12. ICCO (2020) International Cocoa Organization, Organisation Internationale du cacao : Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics, Volume XLVI No. 1, Londres, 16p
13. Jugurta, A.A. & Chabi, Y. (2022) La fonction de la logistique et son rôle au sein de l'entreprise (amont) cas : SARL Laitrie Soummam, mémoire de master, Université Abderrahmane Mira De Bejaia Faculté Des Sciences Économiques, Commerciales Et Des Sciences De Gestion, 81p
14. Kanaté, M. (2020) Étude géographique du secteur informel dans les ports ivoiriens, Thèse de Doctorat de géographie, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire, 350p
15. Kanaté, M., Dago L.F. & Kablan, N.H.J. (2022) Les nuits du personnel roulant fréquentant le port d'Abidjan, une problématique à la limite de la précarité et des abus, *la nuit, une nouvelle question pour la géographie du commerce et des transports en côte d'ivoire*, R-G-O, Ouagadougou, 109-120.
16. Kanaté, M., Eba, K.A. et Atsé, E.L.M. (2023) Le transport informel dans le transfert des charges agricoles dans le Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire), *Problèmes de développement dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire : analyse géographique des défis et opportunités*, RIGES, Bouaké, 72-88.
17. Koffie-Bikpo, C.Y. & Kra, K.S. (2013) La région du Haut-Sassandra dans la distribution des produits vivriers agricoles en Côte d'Ivoire, *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 2, EDUCI, 95-103.
18. MINAGRI (2010) Annuaire des statistiques agricoles, (Ministère de l'agriculture) Abidjan, Direction des statistiques, de la documentation et de l'informatique 73 p
19. Porter, M. (2000) Location, competition, and economic development: local clusters in a global economy. *Economic Development Quarterly*, 15-34.

20. Tano, M. (2008) Crise cacaoyère et stratégies de survie des producteurs : le cas des Bakwé dans le Sud-Ouest ivoirien, cahiers d'outre-mer, 323-338.
21. Timité, N., Sangne, Y.C., Kpangui, K.B. & Barima, Y.S.S. (2019) Exploitations cacaoyères et pratiques culturelles au sein d'un espace domanial : cas de la forêt classée du Haut-Sassandra (FCHS), Côte d'Ivoire, Journal of Animal & Plant Sciences (J.Anim.Plant Sci. ISSN 2071-7024) Vol.41 (3), 7015-7028. <https://doi.org/10.35759/JAnmPlSci.v41-3.5>, consulté le 09-01-2025
22. Yeboue, K.T. St. U. (2022) La Traite Cacaoyère à l'épreuve de l'insécurité dans la Sous-préfecture de Soubré (Sud-ouest Ivoirien). ESI Preprints, 663-687. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.9.2022>